



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

CTL
Renault
Lardy

l'étincelle

pour la construction d'un parti des travailleurs communiste révolutionnaire

Contact : cr@convergencesrevolutionnaires.org

Lundi 26 mars 2018

Après le succès du 22 mars :

Ce n'est qu'un début !

Avec son arrogance d'ancien banquier d'affaires, Macron multiplie les offensives contre l'ensemble des salariés depuis son élection. Il s'en prend aujourd'hui frontalement aux cheminots en espérant briser leur combativité pour démoraliser l'ensemble du monde du travail, comme Thatcher l'avait fait avec les mineurs en Angleterre.

Seulement voilà, les cheminots sont décidés à ne pas se laisser faire et, avec entre 350 000 et 500 000 personnes dans les rues le 22 mars, on voit qu'ils ne sont pas les seuls.

Mécontentement général

Ouvriers des ateliers, agents des gares, personnels roulants et même des cadres, toutes les catégories de personnels de la SNCF se sont retrouvées dans une grève mobilisant des dizaines de milliers de salariés du groupe, alors même que la direction de la CGT n'appelait pas à faire grève et proposait une simple manifestation nationale. Et dans cette manifestation parisienne dynamique, les salariés de la SNCF ont retrouvé fonctionnaires, étudiants et lycéens à l'arrivée des cortèges.

Dans de nombreuses autres villes, les cheminots se sont joints directement aux cortèges de la Fonction publique. Car contrairement aux calculs du gouvernement, les cheminots ne sont pas isolés. Hospitaliers, territoriaux ou encore personnels de l'Éducation nationale et même des salariés du privé, tout le monde est mécontent de la politique du gouvernement.

Cette politique est la même partout : gel des salaires, sous-effectif organisé et dégradation des conditions de travail. À cela s'ajoute un énorme mépris qui passe par le dénigrement des uns et des autres prétendus « privilégiés ».

«Il ne faut pas mollir» espère le gouvernement

Pour se rassurer face à la contestation, le Premier ministre Édouard Philippe racontait sur son Facebook Live qu'« *il ne fallait pas mollir* ». Rappelons qu'Alain Juppé, son mentor en politique, jouait sur son image de politicien « *droit dans ses bottes* » avant de s'écraser face au mouvement des cheminots et des fonctionnaires en passe de se transformer en grève généralisée en décembre 1995.

Aujourd'hui, malgré le succès de la mobilisation de jeudi dernier, la dureté ne vient pourtant pas des directions syndicales. À la SNCF, celles-ci ne proposent qu'un plan de grèves saute-mouton à partir

du 3 avril : deux jours par ci, deux jours par-là, étalés sur trois mois. Bref, des grèves en pointillés pendant que les trois grandes fédérations marchandent avec le gouvernement pour leur propre compte. Heureusement, des cheminots rassemblés nombreux dans des assemblées générales ne sont pas dupes et commencent à discuter d'une vraie grève, c'est-à-dire d'une grève reconductible qui devra s'organiser à la base et pourrait entraîner d'autres secteurs.

Vers la « coagulation » des conflits ?

C'est ce que craignent Macron et les patrons. Et il y a de quoi. Oui, la convergence des luttes est à l'ordre du jour. Du public au privé, les contestations peuvent se multiplier et faire boule de neige dans les chantiers, les bureaux, les ateliers, les centres commerciaux et bien sûr dans les transports et tous les services publics.

Les salariés d'Air France, dont certains étaient présents à la manifestation des cheminots, sont actuellement en lutte pour leurs salaires. Après avoir subi des milliers de suppressions d'emplois pour accroître la productivité, ils relèvent la tête. Vendredi 23 mars, leur grève a forcé la direction à annuler 25 % de ses vols. Et l'intersyndicale d'Air France, représentant toutes les catégories de personnel, appelle à une journée de grève le 30 mars puis à d'autres mobilisations en avril.

À Carrefour, plus grand employeur privé de France, les syndicats FO et CFDT appellent à une grève générale du groupe, qui sera certainement très suivie le 31 mars pour les salaires et contre les suppressions d'emplois.

Face au patronat et à la bourgeoisie qui n'ont jamais été aussi riches, il est temps de rendre les coups. Comment ? « *Tous ensemble !* » comme le criaient des milliers de cheminots jeudi dernier.

« J'ai juste oublié de vous prévenir... »

Hier en arrivant sur le site, on a découvert des engins de chantier partout, des routes barrées, des informations contradictoires sur les sens de circulation. Puis un mail de la direction nous enjoignant de « *respecter la signalisation en place* » : c'est-à-dire quelques pauvres feuilles A4 scotchées et un plan flou stabiloté joint au mail.

Tout cela alors qu'il faudrait qu'on réalise toujours plus urgemment les essais indispensables à la sortie des prochains véhicules. La seule solution pendant les deux semaines des travaux, c'est de faire courir le garde-barrière d'un bout à l'autre du site pour assurer la circulation et de le promouvoir au rang de porte-barrière.

Oui au surbooking des luttes

Depuis plusieurs semaines, il n'y a pas assez de bancs à rouleaux et de personnel pour réaliser tous les essais demandés par la MAP et l'homologation. Ça devient récurrent et ça risque de durer. Mais la direction a la solution. Réhabiliter des bancs fermés il y a quelques années et embaucher du personnel ? Meuh non, car "augmenter les coûts" c'est pas bon pour les indicateurs et les primes du directeur. Il suffit de faire comme les compagnies aériennes, du surbooking ! Comme ça, s'il y a un désistement, on a peut-être une chance d'avoir un créneau. Et tant pis pour les salariés des bancs qui n'ont plus une minute à eux ou pour les demandeurs d'essais qui prennent la pression des projets en pleine poire.

Pour que la pression change de sens, il va falloir qu'on réagisse tous ensemble. Et on a de sacrés moyens pour le faire parce qu'un coup de colère bloquerait des essais primordiaux pour les profits futurs de la direction.

Nos nuits valent plus que leurs profits !

Les bancs d'essais des secteurs GMP et BO-CC n'auraient pas assez de rendement selon la direction. Pour éviter que des essais « *en automatique* » plantent dans la soirée, elle va mettre en place une équipe du soir jusqu'à minuit pour relancer les essais en cas de problème. Faire bosser des salariés la nuit plutôt que d'ouvrir de nouveaux bancs, c'est la loi du profit qui prime sur nos conditions de vie.

Pas question de les laisser pourrir nos nuits pour améliorer leurs camemberts. S'ils veulent faire plus d'essais, qu'ils embauchent et ouvrent de nouveaux bancs !

Voitures autonomes mais directeurs assistés

Les salariés de la MAP n'ont pas assez de boulot et de problèmes en ce moment : consigne leur a été passée de retirer en début de semaine tous les véhicules d'essais garés près des bâtiments. La raison ? La venue de grands dirlos. Les « talents » avec leurs salaires à 5 ou 6 chiffres par mois risqueraient de se fatiguer en traversant le site. Ou alors ils ont peur de croiser des salariés. Pas facile de se justifier avec ces profits records dont on ne voit jamais la couleur sur nos feuilles de paie.

Renault ou prestas, les salariés de Lardy auraient deux mots à leur dire... Ça leur ferait les pieds !

« On est tous le cheminot de quelqu'un d'autre »

Pour tenter d'isoler les cheminots des autres salariés, le gouvernement et les médias les font passer pour des privilégiés. Mais en fait leur situation ressemble à celle qu'on vit sur des sites Renault...

Un statut qui donne droit à quelques avantages que n'ont pas les autres salariés, ça ressemble bien à la logique de division entre les Renault et les prestataires. Une pénurie de moyens, pas assez d'embauches pour faire le boulot et des conditions de travail dégradées, on subit aussi ! Des salaires bloqués pendant que la boîte fait du profit, c'est pareil qu'ici.

La concurrence entre les salariés sert à cacher les vrais problèmes, qui sont les mêmes pour tous. Sous prétexte que certains ont ce que d'autres n'ont pas, ils veulent tous nous aligner sur les situations les plus précaires.

La division, c'est l'arme des patrons. Dans le public et dans le privé, tous les salariés ont les mêmes intérêts ! Les cheminots veulent en découdre contre les attaques qu'ils subissent et ont réussi leur mobilisation du 22 mars, à nous de les rejoindre dans la bagarre.

On n'est jamais mieux promu que par soi-même

Maintenant qu'on connaît la suite de la carrière des directeurs à la DEA-T, on comprend mieux pourquoi ils ont passé la dernière convention à se passer la pommade l'un à l'autre lors du dernier amphi.

Quand notre chef nous convoquera pour nous dire qu'il n'a pas pu nous filer de promo parce que l'enveloppe était trop faible, il faudra lui rappeler qu'il y en a qui n'ont pas oublié de se servir au passage.

Couvrez ce trou que je ne saurais voir

Les opérations de rangement 5S se multiplient pour faire place nette avant l'audit du directeur de la toute nouvelle HSE. La direction s'active et a même réussi à boucher le trou de la sécu au Forestier. Une coïncidence qui tombe bien !

Nous aussi, il va falloir qu'on décrète un audit massif de nos augmentations de salaires et de nos conditions de travail pour boucher le trou que les salaires gelés ont creusé dans nos budgets.

PSA-Opel/Renault-Nissan : contre la concurrence imposée par les patrons, il faut la jouer collectif !

Le rachat d'Opel par PSA doit entraîner des transferts de missions avec reclassement des ingénieurs et suppressions de postes pour plus de 500 prestataires chez Peugeot soi-disant pour filer de la charge de travail à ceux d'Opel.

La technique habituelle de concurrence entre les sites sous prétexte de faire des économies. Si on est sage, on aura du boulot sur notre site... sinon d'autres sont prêts à faire la même chose ailleurs. Tout cela ressemble étrangement à la *convergence* Renault-Nissan. En fin de compte, ce sont tous les salariés qui sont perdants à ce petit jeu de marchandage patronal.

La seule solution pour ne pas tomber dans le piège, c'est la convergence... des luttes !